



Co-funded by
the European Union

MODULE 4 : Politique

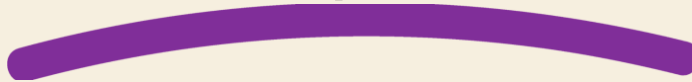
GA N° 2022-2-IE01-KA220-YOU-883F8363

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux de l'auteur(e) uniquement et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenues responsables.





LEÇON 1 : Relier la recherche à la politique : comment formuler des suggestions politiques fondées sur des données probantes



Cette leçon aborde les sujets suivants :

1. Introduction aux politiques fondées sur des données probantes
2. Comprendre le Contexte politique
3. Identifier les recherches pertinentes
4. Traduire la recherche en politique :
Recommandations



1. Introduction aux politiques fondées sur des données probantes

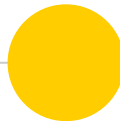


Définition

La politique fondée sur des preuves (EBP) est la processus systématique d'utilisation de méthodologies de recherche rigoureuses et de preuves empiriques pour éclairer et guider les décisions politiques. Il souligne l'importance de fonder les politiques sur des informations fondées sur des données plutôt que sur la seule intuition ou l'idéologie.



Co-funded by
the European Union



1. Introduction aux politiques fondées sur des données probantes

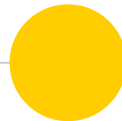


Importance des preuves: *Pourquoi les preuves sont-elles essentielles ?*

- Les preuves aident les décideurs à identifier les causes sous-jacentes des problèmes sociétaux, permettant des interventions plus ciblées et plus efficaces.
- Il permet aux décideurs politiques évaluer les solutions politiques potentielles, déterminant quelles approches sont les plus susceptibles d'atteindre les résultats souhaités.
- Les preuves permettent aux décideurs politiques évaluer l'impact des interventions politiques, en veillant à ce que les ressources soient allouées efficacement et à ce que les résultats souhaités soient obtenus.



Co-funded by
the European Union



1. Introduction aux politiques fondées sur des données probantes

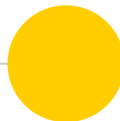


Cadre décisionnel

Un cadre décisionnel fournit une approche structurée pour faire des choix éclairés, en particulier dans des situations complexes. Il décrit un processus systématique que les individus ou les groupes peuvent suivre pour recueillir des informations, évaluer les alternatives et parvenir à une décision éclairée. Une explication de la composante généralement inclus dans un cadre décisionnel suit.



Co-funded by
the European Union



1. Introduction aux politiques fondées sur des données probantes

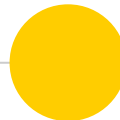


Cadre décisionnel

- 1) Identifier la décision
- 2) Collecte d'informations
- 3) Analyse des alternatives
- 4) Prendre la décision
- 5) Mise en œuvre de la décision
- 6) Suivi et évaluation
- 7) Apprentissage et itération



Co-funded by
the European Union



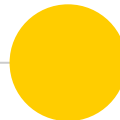
2. Comprendre le contexte politique



Nous allons maintenant explorer le paysage multiforme de l'élaboration des politiques et comprendre les facteurs contextuels qui influencent les processus décisionnels.



Co-funded by
the European Union



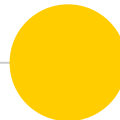
2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Les acteurs de l'élaboration des politiques*

Parties prenantes Les acteurs de l'élaboration des politiques sont des individus, des groupes, des organisations ou des entités qui ont un intérêt ou un enjeu dans l'issue d'une décision politique ou d'un problème particulier. Ils peuvent avoir différents degrés d'influence et d'implication dans le processus d'élaboration des politiques, en fonction de facteurs tels que leurs ressources, leur expertise et leur niveau de plaidoyer.

Comprendre et impliquer les parties prenantes est essentiel pour les décideurs politiques élaborer des politiques efficaces qui répondent aux divers besoins et intérêts des parties concernées Vous trouverez ci-dessous une liste des différents types de parties prenantes dans l'élaboration des politiques.

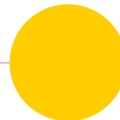


2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Les acteurs de l'élaboration des politiques*

- 1) Organismes gouvernementaux sont des acteurs clés dans les processus d'élaboration des politiques, car ils sont responsables de la mise en œuvre et de l'application des politiques dans leurs juridictions respectives.
- 2) Organisations de la société civile (OSC), y compris les organisations non gouvernementales (ONG), les groupes de défense et les organisations communautaires, sont des parties prenantes qui représentent les intérêts de communautés, de causes ou de problèmes spécifiques.
- 3) Entreprises et groupes industriels sont des parties prenantes ayant un intérêt direct dans les décisions politiques qui affectent leurs opérations, leur rentabilité et leur environnement réglementaire.
- 4) Institutions académiques et de recherche contribuent aux processus d'élaboration des politiques en menant des études, en produisant des résultats de recherche et en fournissant une expertise sur un large éventail de questions.

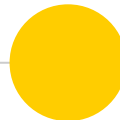


2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Les acteurs de l'élaboration des politiques*

- 1) Médias et opinion publique jouent un rôle important dans l'élaboration des processus d'élaboration des politiques en influençant le discours public, en sensibilisant aux problèmes et en tenant les décideurs politiques responsables.
- 2) 6) Organisations et donateurs européens et internationaux Les organisations internationales européennes, telles que les Nations Unies, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que les organismes donateurs et les gouvernements étrangers, sont des parties prenantes dans les processus d'élaboration des politiques, en particulier dans les pays recevant une aide ou une assistance internationale.
- 3) 7) Citoyens individuels et communautés sont des parties prenantes dont la vie et les moyens de subsistance sont directement affectés par les décisions politiques.



2. Comprendre le contexte politique



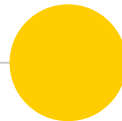
Concepts clés: *Les acteurs de l'élaboration des politiques*

L'engagement efficace des parties prenantes dans l'élaboration des politiques implique identifier les parties prenantes concernées, comprendre leurs intérêts et leurs points de vue et les impliquer de manière significative tout au long du processus d'élaboration des politiques.

L'implication des parties prenantes favorise transparence, légitimité et responsabilité dans la prise de décision, conduisant finalement à des politiques qui répondent mieux aux besoins et aux intérêts de la société dans son ensemble.



Co-funded by
the European Union



2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Facteurs politiques, sociaux et économiques*

Les facteurs politiques, sociaux et économiques sont des éléments essentiels du contexte plus large dans lequel se déroule l'élaboration des politiques. Ces facteurs façonnent le paysage dans lequel les décideurs politiques opèrent et influencent considérablement l'élaboration, la mise en œuvre et l'impact des politiques. Voici une liste des Principaux facteurs qui influencent l'élaboration des politiques



Co-funded by
the European Union

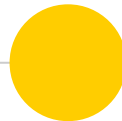


2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Facteurs politiques, sociaux et économiques*

- 1) Dynamique politique englobent les interactions et les luttes de pouvoir entre les acteurs politiques, les partis et les institutions au sein d'un système politique.
- 2) Valeurs sociétales reflètent les croyances, les normes et les principes qui guident le comportement et les attitudes des individus et des communautés au sein d'une société.
- 3) Conditions économiques, y compris des facteurs tels que la croissance économique, le chômage, l'inflation et les inégalités de revenus, ont des implications importantes pour l'élaboration des politiques.
- 4) Normes culturelles englobe les croyances, les coutumes, les traditions et les pratiques partagées qui définissent l'identité et le comportement collectif d'une société.

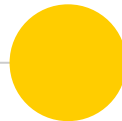


2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Facteurs politiques, sociaux et économiques*

Ces facteurs politiques, sociaux et économiques interagissent de manière complexe pour façonner les programmes politiques, les priorités et les stratégies de mise en œuvre. Décideurs politiques doit naviguer dans ces dynamiques et tenir compte de l'interaction de multiples facteurs lors de la formulation de politiques visant à relever les défis sociétaux et à promouvoir le bien public. Prenant en considération ces facteurs et leur potentiel influence sur l'élaboration des politiques, les décideurs politiques peuvent élaborer des politiques plus efficaces et plus réactives qui répondent aux besoins et aux aspirations de la société tout en naviguant dans les complexités du paysage politique et socio-économique.

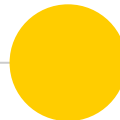


2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Défis et opportunités politiques*

Les décideurs politiques sont confrontés à une multitude de défis lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques, allant des intérêts concurrents et des contraintes de ressources aux barrières institutionnelles. Ces défis recèlent des opportunités d'innovation, de collaboration et d'expérimentation politique Explorons certains de ces aspects.



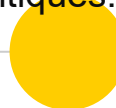
2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Défis et opportunités politiques*

Défis:

- Intérêts concurrents— L'élaboration des politiques implique souvent de gérer les intérêts concurrents de diverses parties prenantes, notamment les agences gouvernementales, les groupes de défense, les entreprises et le grand public.
- Contraintes de ressources— notamment des limitations budgétaires, des pénuries de personnel et des déficits d'infrastructures – qui peuvent limiter leur capacité à mettre en œuvre des initiatives politiques ambitieuses.
- Obstacles institutionnels— tels que l'inertie bureaucratique, la lourdeur réglementaire et les difficultés de coordination intergouvernementale. Ces facteurs peuvent entraver la formulation et la mise en œuvre des politiques.



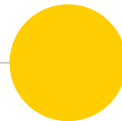
2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Défis et opportunités politiques*

Opportunités:

- Opportunités pour l'innovation Les défis politiques stimulent l'innovation en encourageant les décideurs politiques à penser de manière créative, expérimenter de nouvelles approches et adopter des pratiques fondées sur des données probantes.
- Collaboration et partenariat La collaboration et le partenariat entre les parties prenantes offrent des possibilités de mettre en commun des ressources, de partager l'expertise et de tirer parti des efforts collectifs pour relever des défis communs.

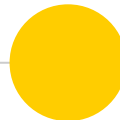


2. Comprendre le contexte politique



Concepts clés: *Défis et opportunités politiques*

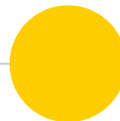
En conclusion, alors que les décideurs politiques sont confrontés à de nombreux défis dans le processus d'élaboration des politiques, ces défis présentent également des opportunités d'innovation, collaboration et changement transformateur. En saisissant ces opportunités et en adoptant une approche proactive et adaptative, les décideurs politiques peuvent naviguer dans des paysages politiques complexes, surmonter les obstacles et développer des solutions qui génèrent des résultats sociaux, économiques et environnementaux positifs.



3. Identifier les recherches pertinentes



Les décideurs politiques s'appuient sur un large éventail de données de recherche et de preuves pour éclairer leurs décisions politiques, en s'appuyant sur des études universitaires, des rapports gouvernementaux, des publications de groupes de réflexion, etc. Dans cette section, nous explorerons les diverses sources de données de recherche disponibles et discuterons des critères d'évaluation de la qualité et de la fiabilité de la recherche.

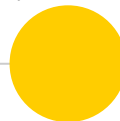


3. Identifier les recherches pertinentes



Sources des données et des preuves de recherche

- Revues académiques publier des articles de recherche évalués par des pairs dans diverses disciplines.
- Agences gouvernementales nationales et de l'UE publie souvent rapports, statistiques et résultats de recherche liés aux politiques publiques, aux questions sociales et aux tendances économiques.
- Groupes de réflexion conduire Recherche et analyses sur un large éventail de questions politiques.
- Organisations non gouvernementales (ONG) conduisent souvent recherche et collecter des données liés à leurs domaines d'intérêt, tels que les droits de l'homme, la conservation de l'environnement et la santé publique.



3. Identifier les recherches pertinentes



Sources des données et des preuves de recherche

- Conférences et actes de congrès académiques Les actes donnent accès à des recherches de pointe présentées à conférences académiques.
- Bases de données et référentiels, y compris *en ligne* bases de données et référentiels, agrégat données de recherche, ensembles de données et publications provenant de sources multiples.
- Catalogues de la bibliothèque. Bibliothèques universitaires et publiques maintenir des catalogues qui permettent aux utilisateurs de rechercher des livres, des revues et d'autres ressources disponibles dans leurs collections.
- Associations professionnelles publie souvent résultats de recherche, rapports de l'industrie et meilleures pratiques liés à leurs domaines respectifs.

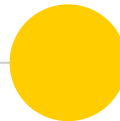


3. Identifier les recherches pertinentes



Critères d'évaluation de la qualité et de la fiabilité

Dans la « mer » des sources, il est crucial de discerner des preuves crédibles et pertinentes pour une prise de décision éclairée dans le processus d'élaboration des politiques. Par conséquent, nous allons nous pencher sur les critères essentiels pour évaluer la qualité et la fiabilité de la recherche, englobant des facteurs tels que la méthodologie, la taille de l'échantillon, l'évaluation par les pairs, la réputation de la publication et les biais potentiels.



3. Identifier les recherches pertinentes



Critères d'évaluation de la qualité et de la fiabilité

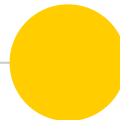
Source et réputation de la publication : Tenez compte de la réputation et de la crédibilité de la source de publication où la recherche est publiée.

Évaluation par les pairs : Déterminer si la recherche a fait l'objet d'un examen par des pairs experts dans le domaine.

Conflit d'intérêts : Tenez compte des conflits d'intérêts potentiels qui pourraient biaiser les résultats de la recherche.



Co-funded by
the European Union



3. Identifier les recherches pertinentes



Critères d'évaluation de la qualité et de la fiabilité

Méthodologie: Si possible, évaluez la conception et méthodologie de la recherche utilisés dans l'étude. Déterminez si les méthodes employées sont appropriées pour répondre aux questions et aux objectifs de la recherche.

Taille de l'échantillon et méthodes d'échantillonnage : Considérez la taille de l'échantillon de la population étudiée et s'il est suffisant de tirer des conclusions significatives.

Collecte et mesure des données: Si possible, évaluez la validité et fiabilité des instruments de collecte de données et des outils de mesure utilisés dans l'étude.

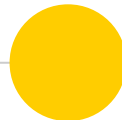


3. Identifier les recherches pertinentes



Types de recherche et leur utilité

Comprendre les différents types de méthodologies de recherche est crucial pour les décideurs politiques lorsqu'ils évaluent les preuves et prennent des décisions éclairées. Ils comprennent des approches qualitatives, quantitatives et mixtes. Chaque type de méthodologie de recherche a ses points forts et ses limites, et le choix de la méthodologie dépend de la question de recherche, des objectifs et du contexte.



3. Identifier les recherches pertinentes



Types de recherche et leur utilité

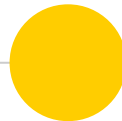
Recherche quantitative implique collecter des données numériques et les analyser à l'aide de méthodes statistiques. Il vise à mesurer des phénomènes et établir des relations entre des variables.

Exemples d'utilité :

- Enquêtes recueillir des données auprès d'un échantillon de population à l'aide de questionnaires standardisés, permettant aux décideurs politiques de quantifier les attitudes, les comportements et les opinions sur diverses questions.
- Expériences contrôlées manipulent des variables pour déterminer la causalité et mesurer les effets des interventions ou des changements de politique. Elles fournissent des preuves rigoureuses pour évaluer l'efficacité des politiques.
- Techniques statistiques. Des outils tels que l'analyse de régression, les tests d'hypothèses et l'analyse des tendances aident les décideurs à identifier les modèles, les corrélations et les tendances dans les données, éclairant ainsi les processus de prise de décision.



Co-funded by
the European Union



3. Identifier les recherches pertinentes



Types de recherche et leur utilité

Recherche qualitative se concentre sur comprendre des phénomènes complexes grâce à une exploration et une interprétation approfondies de données non numériques. Il donne un aperçu des significations, des perspectives et des contextes entourant les phénomènes sociaux.

Exemples d'utilité:

- Entretiens approfondis avec les parties prenantes, les experts ou les personnes concernées, fournissent des données qualitatives riches sur leurs expériences, leurs perceptions et leurs attitudes à l'égard des politiques.
- Groupes de discussion réunir un groupe diversifié de participants pour discuter de sujets ou de problèmes spécifiques, générant ainsi des idées sur des croyances, des valeurs et des préoccupations partagées.
- Études de cas examiner en détail des cas ou des exemples spécifiques, offrant des aperçus contextuellement riches sur les complexités des situations du monde réel et des défis politiques.



Co-funded by
the European Union



3. Identifier les recherches pertinentes



Types de recherche et leur utilité

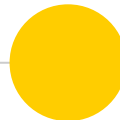
Recherche par méthodes mixtes combine des approches quantitatives et qualitatives pour fournir une compréhension globale des questions de recherche. Il intègre les points forts des deux méthodologies, améliorant ainsi la validité et la profondeur des résultats.

Exemples d'utilité:

- Conception explicative séquentielle Il s'agit de recueillir d'abord des données quantitatives, puis des données qualitatives pour explorer ou expliquer plus en détail les résultats quantitatifs. Cela aide les décideurs politiques à comprendre le « pourquoi » des relations statistiques.
- Dans Conception convergente Les données quantitatives et qualitatives sont collectées simultanément et analysées séparément, puis intégrées pour fournir des informations complémentaires. Elle offre une compréhension holistique de problèmes complexes sous de multiples perspectives.



Co-funded by
the European Union



4. Traduire la recherche en Recommandations politiques

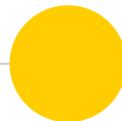


La traduction des résultats de la recherche en recommandations politiques est une étape cruciale du processus d'élaboration des politiques. Synthétiser les données probantes issues des études de recherche et les transformer en stratégies et lignes directrices exploitables que les décideurs politiques peuvent utiliser pour relever les défis sociétaux.

Nous allons maintenant explorer les étapes clés pour participer à la traduction de la recherche en recommandations politiques et discuter des stratégies visant à garantir la pertinence, la faisabilité et l'impact des recommandations politiques.



Co-funded by
the European Union



4. Traduire la recherche en Recommandations politiques

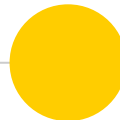


1) Examen des résultats de recherche

- Commencez par bien examiner les résultats de la recherche, identifier les principales idées, tendances et implications pertinentes au domaine politique considéré.
- Évaluer la force des preuves et évaluer la crédibilité et la fiabilité des études de recherche.

2) Identifier les objectifs de la politique

- Clarifier les objectifs et les buts de la politique que les recommandations visent à atteindre.
- Aligner les objectifs politiques avec les résultats de la recherche pour garantir que les recommandations sont fondées sur des données probantes et visent à relever des défis politiques spécifiques.



4. Traduire la recherche en Recommandations politiques

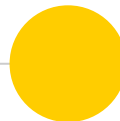


3) Formulation de recommandations politiques

- Sur la base des résultats de la recherche et des objectifs politiques, élaborer des recommandations politiques claires et réalisables.
- Assurez-vous que les recommandations sont réalisables, réalistes et adaptées au contexte, en tenant compte de facteurs tels que les ressources disponibles, la faisabilité politique et les intérêts des parties prenantes.

4) Adaptation des recommandations au public

- Personnaliser la langue et le format des recommandations adaptées aux besoins et aux préférences du public cible, comme les décideurs politiques, les représentants du gouvernement, les groupes de défense ou les intervenants communautaires.
- Présenter les recommandations de manière claire, concise et convaincante, en utilisant des preuves et des exemples pour étayer les stratégies proposées.



4. Traduire la recherche en Recommandations politiques



5) Mobilisation des parties prenantes

- Solliciter des contributions et des commentaires des parties prenantes concernées tout au long du processus d'élaboration des recommandations politiques.
- S'engager avec les décideurs politiques, les experts, les dirigeants communautaires et les parties prenantes concernées pour garantir que les recommandations reflètent des perspectives diverses et répondent aux besoins de la population cible.

6) Plaidoyer pour la mise en œuvre

- Plaidoyer pour l'adoption et la mise en œuvre des recommandations politiques grâce à des efforts ciblés de communication et de plaidoyer.
- Créer des coalitions, mobiliser le soutien et tirer parti des partenariats pour faire avancer le programme politique et surmonter les obstacles potentiels à sa mise en œuvre.

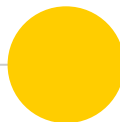


4. Traduire la recherche en Recommandations politiques



7) Suivi et évaluation

- Mettre en place des mécanismes de suivi de la mise en œuvre des recommandations politiques et évaluer leur impact au fil du temps.
- En continu évaluer l'efficacité des politiques pour atteindre les résultats souhaités, faire des ajustements et des améliorations selon les besoins, en fonction des commentaires et des résultats de l'évaluation.



Les matériaux produits au cours du projet comprennent :



Co-funded by
the European Union

EMBLÈME

Les organisations peuvent télécharger les emblèmes officiels et les clauses de non-responsabilité (traduites dans différentes langues) ici :
https://www.eacea.ec.europa.eu/about-eacea/visual-identity/visual-identity-programming-period-2021-2027/european-flag-emblem-and-multilingual-disclaimer_en

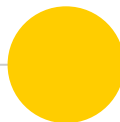
**Les documents doivent inclure la traduction
versions selon la langue utilisée**

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Financé par l'Union européenne. Les opinions et points de vue exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenus responsables.



Co-funded by
the European Union





Remercier

TOI

GA N° 2022-2-IE01-KA220-YOU-883F8363

Financé par l'Union européenne. Les opinions et points de vue exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenus responsables.



Co-funded by
the European Union



Co-funded by
the European Union

MODULE 4 : Politique

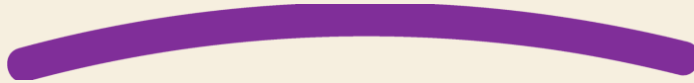


GA N° 2022-2-IE01-KA220-YOU-883F8363

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux de l'auteur(e) uniquement et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenues responsables.

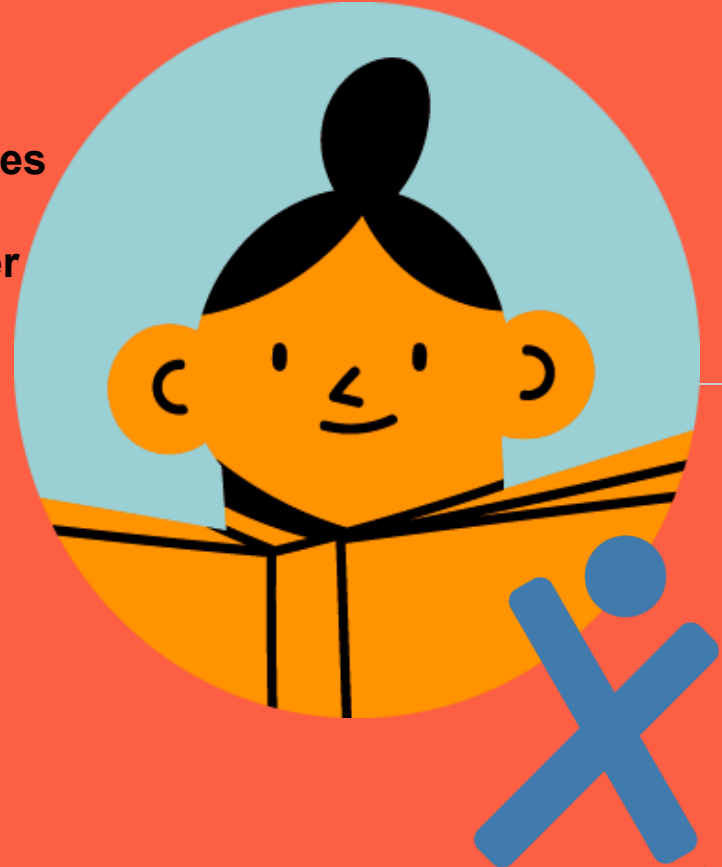


LEÇON 2 : Concepts politiques et définitions des droits des jeunes au niveau européen et international



Cette leçon aborde les sujets suivants :

1. Introduction aux droits des jeunes
2. Instruments internationaux relatifs aux droits des jeunes
3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



1. Introduction aux droits des jeunes



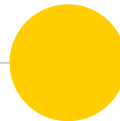
Qu'est-ce que c'est?

Bien que les droits de l'homme s'appliquent à tous, certains groupes de personnes sont confrontés à des obstacles particuliers pour accéder à leurs droits et en jouir. Pour surmonter ces obstacles, les pays ont élaboré des instruments internationaux consacrés aux droits de certains groupes, notamment les femmes, les enfants et les personnes handicapées.

Les droits des jeunes font référence aux libertés fondamentales, aux droits et aux protections qui sont spécifiquement accordés aux jeunes en fonction de leur âge, de leur identité et de leur statut en tant que membres de la société. Ces droits englobent un large éventail de droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels, visant à assurer le bien-être, le développement et la participation des jeunes à la société.



Co-funded by
the European Union



1. Introduction aux droits des jeunes



Importance des droits des jeunes

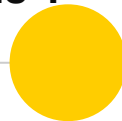
L'importance des droits des jeunes réside dans reconnaître et protéger les besoins uniques, perspectives et potentiel des jeunes en tant que membres précieux de la société. Voici plusieurs raisons essentielles pour lesquelles les droits des jeunes sont essentiels :

- Donner aux jeunes les moyens de participer activement à la société, façonnant des décisions qui affectent leur vie
- Promouvoir et protéger la dignité et la valeur inhérentes de chaque jeune
- Investir dans les générations futures
- Prévention de l'exploitation et des abus

Pouvez-vous penser à d'autres raisons ?



Co-funded by
the European Union



1. Introduction aux droits des jeunes

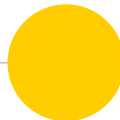


Intersectionnalité des droits des jeunes

Le intersectionnalité des droits des jeunes reconnaît que les expériences et les identités des jeunes sont façonnées par de multiples facteurs qui se croisent, comme l'origine ethnique, le genre, la sexualité, le handicap, le statut socio-économique et la situation géographique. Il est essentiel de comprendre et de prendre en compte ces dimensions croisées pour promouvoir des droits des jeunes inclusifs et équitables.



Co-funded by
the European Union



1. Introduction aux droits des jeunes



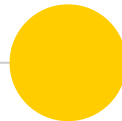
Le rôle des jeunes dans la défense de leurs droits

Le rôle des jeunes dans la défense de leurs droits est essentiel promouvoir le changement social, faire progresser la justice et favoriser des sociétés inclusives. Les jeunes doivent être habilités à :

- Reconnaître leur autonomie et leur rôle dans la défense des droits pour leurs propres droits et ceux de leurs pairs.
- Prendre conscience de l'importance d'une participation significative dans les processus décisionnels, l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre, en veillant à ce que leurs voix soient entendues, valorisées et prises en compte.



Co-funded by
the European Union



1. Introduction aux droits des jeunes



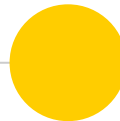
Distinction entre les droits des jeunes et d'autres concepts (politiques)

Droits des jeunes : Se référer à la droits et libertés fondamentaux que les jeunes possèdent en tant qu'individus

- **Développement des jeunes** : Se concentre sur le croissance holistique et bien-être des jeunes, englobant les dimensions physiques, cognitives, émotionnelles et sociales
- **Participation des jeunes** : Se réfère à l'engagement actif des jeunes dans les processus sociaux, politiques, économiques et communautaires.
- **Autonomisation des jeunes** : Implique doter les jeunes des connaissances, des compétences, des ressources et du soutien nécessaires pour faire valoir leurs droits, faire des choix éclairés et prendre le contrôle de leur vie.



Co-funded by
the European Union



2. Instruments internationaux sur les droits des jeunes



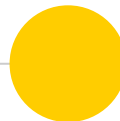
Quels sont les droits humains des jeunes ?

Les cadres existants en matière de droits de l'homme s'appliquent aux jeunes comme à toute autre personne. En outre, les jeunes appartenant à l'une des catégories pour lesquelles il existe des instruments internationaux spécifiques, comme les jeunes handicapés et les jeunes femmes, sont également protégés par ces instruments. États assumer la responsabilité première de veiller à ce que les jeunes aient pleinement accès à tous leurs droits sans aucune barrière ; à ce titre, ils sont des « porteurs d'obligations », et peuvent être tenus responsables lorsqu'ils ne remplissent pas leurs obligations.

Il existe un décalage entre les droits dont disposent les jeunes en vertu de la loi et la mesure dans laquelle ils sont en mesure de jouir de ces droits dans la pratique.



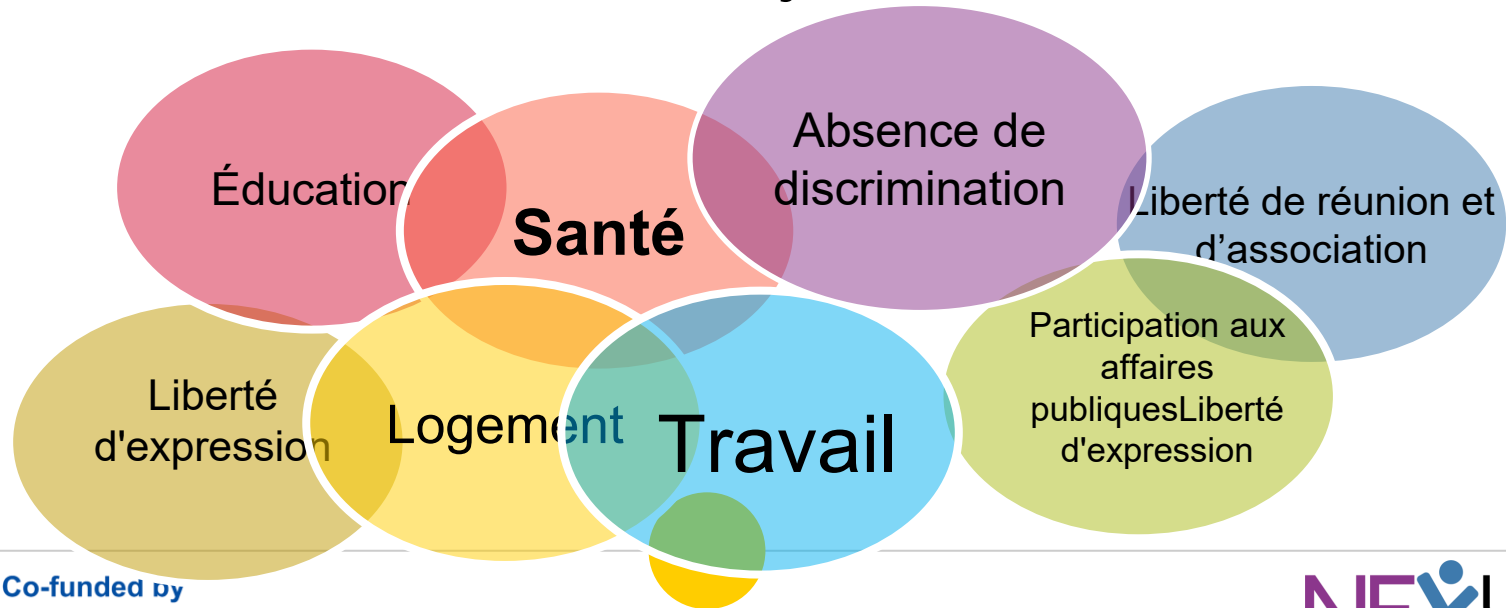
Co-funded by
the European Union



2. Instruments internationaux sur les droits des jeunes



Quels sont les droits humains des jeunes ?



Co-funded by
the European Union

2. Instruments internationaux sur les droits des jeunes



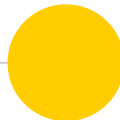
Le travail des Nations Unies (ONU) sur la jeunesse

Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (**Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant**): adopté en 1989, il s'agit d'un traité complet qui définit les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des enfants de moins de 18 ans. Elle couvre un large éventail de droits, notamment le droit à l'éducation, à la santé, à la protection contre les abus et l'exploitation, et à la participation aux décisions qui les concernent.

En 1996, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le Programme d'action mondial pour la jeunesse (**WPAY**). Il décrit 15 domaines d'action prioritaires. Sous les deux ans, l'Assemblée générale négocie une résolution sur la jeunesse. Bien qu'il puisse être utilisé comme un outil de plaidoyer, le suivi et la mise en œuvre sont très insuffisants et, compte tenu de sa nature non contraignante, il a eu peu d'effets dans la pratique.



Co-funded by
the European Union



2. Instruments internationaux sur les droits des jeunes



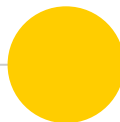
Le travail des Nations Unies (ONU) sur la jeunesse

Le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse a été créée en 2013 avec pour mandat de mettre en lumière les questions spécifiquement pertinentes pour les jeunes, d'améliorer la réponse de l'ONU aux besoins des jeunes et de plaider en faveur de la promotion et de la protection de leurs besoins et de leurs droits, ainsi que de rapprocher le travail de l'ONU sur la jeunesse des jeunes.

Brochure *Les organismes de protection des droits de l'homme*:
https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/HRBodies/TB/TB_booklet_en.pdf



Co-funded by
the European Union



2. Instruments internationaux sur les droits des jeunes



Le Conseil de l'Europe et les droits des jeunes

Droits de l'homme, démocratie et état de droit constituent les trois principaux domaines d'intervention de la Conseil de l'Europe (**Centre d'excellence**). Le Conseil de l'Europe a été fondé en 1949 à la suite des atrocités du début du XXe siècle et rassemble aujourd'hui 47 États membres avec une population combinée de plus de 800 millions de citoyens.

Les deux principaux instruments des droits de l'homme du Conseil de l'Europe sont la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte sociale européenne.

La jeunesse occupe également une place importante dans la structure de décision et de travail du Conseil de l'Europe, à travers le Conseil conjoint de la jeunesse et le Département de la Jeunesse.



Co-funded by
the European Union



2. Instruments internationaux sur les droits des jeunes

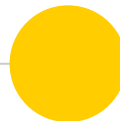


Le Conseil de l'Europe et les droits des jeunes

Le Conseil mixte sur la jeunesse sera semblable à des représentants des gouvernements et des jeunes dans un mécanisme de codécision qui traite de sujets et de politiques affectant directement les jeunes. Des représentants de la jeunesse forment le Conseil consultatif sur la jeunesse, pour promouvoir les intérêts des jeunes par le biais d'une structure décisionnelle participative. Le Conseil consultatif a donné la priorité aux droits des jeunes et à l'accès aux droits au cours des dernières années, en co-rédigeant et en défendant vigoureusement la recommandation du Comité des Ministres sur l'accès des jeunes aux droits.



Co-funded by
the European Union



2. Instruments internationaux sur les droits des jeunes

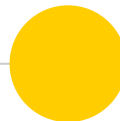


Le Conseil de l'Europe et les droits des jeunes

Le Service de la jeunesse du Conseil de l'Europe est responsable de élaborer des lignes directrices, des programmes et des instruments juridiques pour de meilleures politiques de jeunesse, tout en soutient les activités internationales de jeunesse qui promeuvent la citoyenneté, la mobilité, les droits de l'homme, la démocratie et le pluralisme culturel parmi les jeunes.



Co-funded by
the European Union



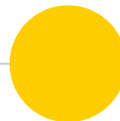
3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Reconnaître et défendre les droits des jeunes à la Union européenne(UE) et niveaux internationaux. Cela comporte des implications politiques importantes, nécessitant des réformes législatives, une mise en œuvre efficace des politiques et des mécanismes de suivi solides.



Co-funded by
the European Union

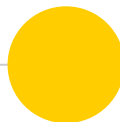


3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Implications politiques : mise en œuvre des politiques

- Droits des jeunes devrait être intégrée dans divers domaines politiques tels que l'éducation, l'emploi, l'inclusion sociale et la santé, afin de garantir qu'ils soient correctement pris en compte dans les processus décisionnels.
- Des ressources adéquates doivent être allouées et soutenir la mise en œuvre de politiques et de programmes relatifs aux droits des jeunes, notamment en finançant des initiatives menées par des jeunes, des services de soutien et des activités de renforcement des capacités.
- Les gouvernements, les organisations de la société civile, les représentants de la jeunesse et les autres parties prenantes devraient collaborer et participer étroitement à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques relatives aux droits des jeunes afin de garantir leur efficacité et leur pertinence.

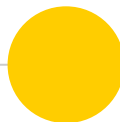


3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Implications politiques : réformes législatives

- Les pays de l'UE devraient aligner leur législation nationale sur les normes internationales relatives aux droits des jeunes afin de garantir la cohérence et l'homogénéité entre les États membres.
- Élaboration d'une législation spécifique: dans certains cas, il peut être nécessaire d'élaborer ou de modifier des lois spécifiques pour répondre aux problèmes émergents ou aux lacunes liées aux droits des jeunes, comme les lois concernant l'éducation, l'emploi, la santé et la participation.

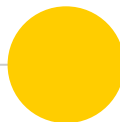


3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Implications politiques : mécanismes de surveillance

- Organismes ou mécanismes de surveillance indépendants établis aux niveaux européen et national pour évaluer la conformité avec les normes relatives aux droits des jeunes, recevoir des plaintes, et fournir des recours en cas de violations.
- Systèmes de collecte de données robustes et initiatives de recherche sont essentiels pour poursuivre les progrès, identifier les défis et éclairer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes dans le domaine des droits des jeunes.
- Les gouvernements devraient régulièrement rapporter sur leurs efforts pour promouvoir et protéger les droits des jeunes, y compris les progrès réalisés, les défis rencontrés et les mesures prises pour combler les lacunes. Ces rapports devraient faire l'objet d'un examen par des organismes internationaux et d'un examen minutieux par des organisations de la société civile et des représentants de la jeunesse.



3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Implications politiques : renforcement des capacités et sensibilisation

- Organismes ou mécanismes de surveillance indépendants établis aux niveaux européen et national pour évaluer la conformité avec les normes relatives aux droits des jeunes, recevoir des plaintes, et fournir des recours en cas de violations.
- Systèmes de collecte de données robustes et initiatives de recherchesont essentiels poursuivre les progrès, identifier les défis et éclairer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes dans le domaine des droits des jeunes.
- Les gouvernements devraient régulièrement rapport sur leurs efforts pour promouvoir et protéger les droits des jeunes, y compris les progrès réalisés, les défis rencontrés et les mesures prises pour combler les lacunes. Ces rapports devraient faire l'objet d'une examen par des organismes internationaux et examen minutieux par des organisations de la société civile et des représentants de la jeunesse.

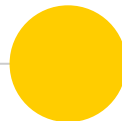


3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Implications politiques : renforcement des capacités et sensibilisation

- Programmes de formation devrait être fourni à décideurs politiques, fonctionnaires publics et parties prenantes concernées afin d'améliorer leur compréhension des principes des droits des jeunes et leur capacité à intégrer ces principes dans leur travail.
- Campagnes de sensibilisation du public devrait être menée pour informer les jeunes sur leurs droits, comment les exercer et où chercher de l'aide en cas de violations. Ces campagnes devraient également viser à défier les stéréotypes et les préjugés sur les jeunes et promouvoir des attitudes positives à l'égard de l'autonomisation et de la participation des jeunes.



3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



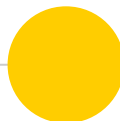
Stratégies de plaidoyer

Plaidoyer pour les droits des jeunes implique une approche multidimensionnelle qui comprend diverses stratégies visant à sensibiliser, mobiliser le soutien et influencer les décideurs politiques et les parties prenantes.

Nous allons maintenant discuter de quelques stratégies efficaces.



Co-funded by
the European Union

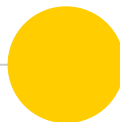


3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Mobilisation populaire

- Organisation communautaire. Donner aux jeunes et aux communautés locales les moyens de organiser des mouvements populaires autour de questions spécifiques liées aux droits des jeunes, comme l'éducation, l'emploi, les soins de santé ou la participation civique.
- Initiatives menées par les jeunes. Encourager les jeunes à prendre l'initiative de s'organiser campagnes, événements et projets visant à promouvoir et à défendre leurs droits. En leur fournissant les ressources, la formation et le soutien nécessaires pour amplifier leur voix et mobiliser leurs pairs.

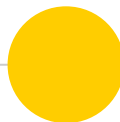


3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Création de coalitions

- Forger des alliances avec des ONG, des organisations de jeunesse, des groupes de défense des droits et d'autres acteurs de la société civile travaillant sur des questions connexes pour amplifier les efforts de plaidoyer, partager les ressources et renforcer le pouvoir collectif.
- Collaborer avec les parties prenantes de secteurs divers tels que l'éducation, la santé, le travail et les droits de l'homme pour répondre aux défis croisés auxquels sont confrontés les jeunes et plaider en faveur de solutions holistiques.

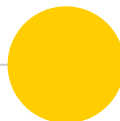


3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Campagnes médiatiques

- Utiliser les plateformes de médias sociaux pour sensibiliser, mobiliser le soutien et interagir avec un public plus large sur les questions relatives aux droits des jeunes. Développer du contenu, des hashtags et des campagnes en ligne convaincants pour susciter des conversations, partager des histoires et inspirer l'action.
- Travailler avec des journalistes, des médias et des influenceurs générer une couverture médiatique et attirer l'attention du public sur les questions liées aux droits des jeunes par le biais de communiqués de presse, d'éditoriaux, d'interviews et d'articles de fond.

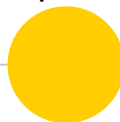


3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Engagement auprès des décideurs politiques et des parties prenantes

- Plaidoyer pour des réformes législatives, des changements de politique et des allocations budgétaires qui défendent et font progresser les droits des jeunes aux niveaux local, national et international. Pression des décideurs politiques, les législateurs et les représentants du gouvernement par le biais de réunions, de pétitions, de lettres et d'audiences publiques.
- Plaidoyer pour une participation significative des jeunes aux processus décisionnels en veillant à ce que les jeunes aient leur place à la table des discussions politiques, des organes consultatifs et des structures de gouvernance.
- Favoriser un dialogue ouvert et constructif entre les jeunes, les décideurs politiques et les parties prenantes identifier les priorités, répondre aux préoccupations et co-crée des solutions qui reflètent les besoins et les perspectives des jeunes.

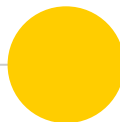


3. Implications politiques et stratégies de plaidoyer



Renforcement des capacités et formation

- Organisation d'ateliers, de formations et de sessions de renforcement des capacités pour équiper les jeunes avec les connaissances, compétences et outils nécessaires pour défendre efficacement leurs droits, notamment en matière de communication, de leadership et de plaidoyer.
- Produire des notes d'orientation, des rapports et des études de recherche fondés sur des données probantes pour éclairer les efforts de plaidoyer, sensibiliser aux questions relatives aux droits des jeunes et influencer les processus de prise de décision.





Remercier

TOI



GA N° 2022-2-IE01-KA220-YOU-883F8363

Financé par l'Union européenne. Les opinions et points de vue exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenus responsables.



Co-funded by
the European Union



Co-funded by
the European Union



MODULE 4 : Politique

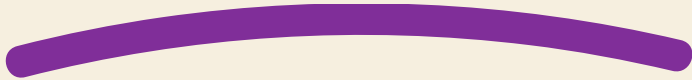
YOU-883F8363

Financé par l'Union européenne. Les vues et avis exprimés sont ceux de l'auteur(m) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou l'Agence exécutive pour l'éducation, la culture et la santé (EACEA). Ni l'un ni l'autre de l'Union européenne ni l'EACEA ne peut être tenu responsable pour eux.



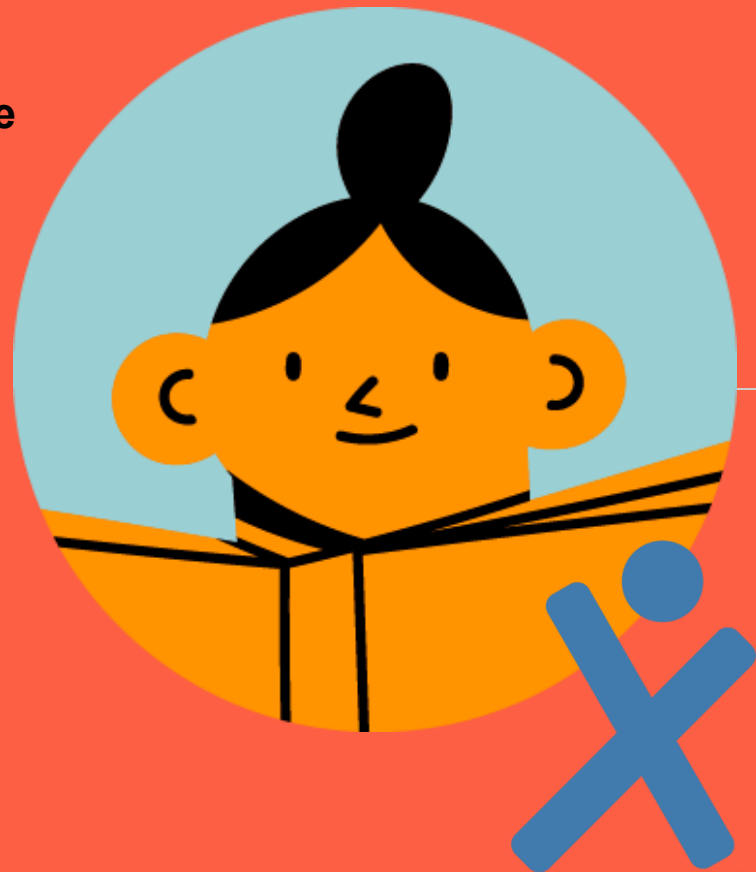


LEÇON3: Ppolitiqueportées et objectifs aux niveaux national et européen pertinents pour la jeunesse



Cette leçon aborde les sujets suivants :

1. Le rôle de l'UE dans la politique de la jeunesse
2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes
3. Politiques nationales pour la jeunesse



1. Le rôle de l'UE dans la politique de la jeunesse



La politique de la jeunesse relève en premier lieu de la responsabilité des États membres de l'Union européenne (UE).

Conformément à l'article 165(2) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), l'action de l'UE dans ce domaine vise à «encourager le développement des échanges de jeunes et des échanges d'animateurs socio-éducatifs, et encourager la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe».

L'article 166 du TFUE confie à l'UE la mission de faciliter l'accès à la formation professionnelle et favoriser la mobilité des formateurs et des stagiaires, notamment des jeunes.

Les États membres coopèrent dans le domaine de la jeunesse depuis 2002.



Co-funded by
the European Union

1. Le rôle de l'UE dans la politique de la jeunesse



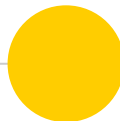
Stratégie de l'UE pour la jeunesse (2019-2027)

Le cadre actuel, la Stratégie de l'UE pour la jeunesse (2019-2027), vise à favoriser la participation des jeunes à la vie démocratique et aussi soutient l'engagement social et civique dans le but de garantir que tous les jeunes disposent des ressources nécessaires pour participer à la société.

Il a 11 buts, qui identifient les domaines intersectoriels qui affectent la vie des jeunes et qui sont liés aux défis auxquels ils peuvent être confrontés.



Co-funded by
the European Union



1. Le rôle de l'UE dans la politique de la jeunesse

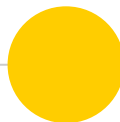


Stratégie de l'UE pour la jeunesse (2019-2027) : objectifs

- CConnecter l'UE à la jeunesse ;
- égalité de tous les sexes ;
- sociétés inclusives;
- information et dialogue constructif ;
- santé mentale et bien-être;
- faire progresser la jeunesse rurale;
- un emploi de qualité pour tous;
- apprentissage de qualité;
- espace et participation pour tous ;
- Europe verte et durable;
- jeunesseorganisationset européenprogrammes.



Co-funded by
the European Union



1. Le rôle de l'UE dans la politique de la jeunesse



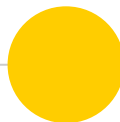
Le Fonds de l'UE une série de programmes offrir des opportunités aux jeunes, tel que Erasmus+ (y compris Découvrez l'UE), le Corps européen de solidarité et Échange virtuel Erasmus+. Ils aident les jeunes à élargir leurs horizons et à construire des ponts à travers l'Europe et au-delà.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site Portail européen de la jeunesse, qui partage des informations et des opportunités européennes et nationales qui intéressent les jeunes.

https://youth.europa.eu/home_en



Co-funded by
the European Union



1. Le rôle de l'UE dans la politique de la jeunesse

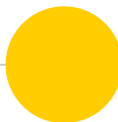


Quoi d'autre?

- **Pacte européen pour la jeunesse:** La Commission européenne et les chefs d'entreprise ont lancé le « Pacte européen pour la jeunesse » améliorer les partenariats entre les entreprises et l'éducation pour augmenter les chances des jeunes d'obtenir un emploi. Le Pacte, initié par le Réseau européen des entreprises pour la responsabilité sociale des entreprises (CSR Europe), est un appel à toutes les entreprises, partenaires sociaux, prestataires d'éducation et de formation et autres parties prenantes pour développer ou consolider des partenariats en faveur de l'employabilité et de l'inclusion des jeunes.



Co-funded by
the European Union



1. Le rôle de l'UE dans la politique de la jeunesse

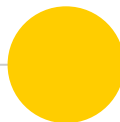


Quoi d'autre?

- **Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ)**: il s'agit d'une des principales ressources financières de l'UE pour soutenir la mise en œuvre des dispositifs de Garantie pour la jeunesse jusqu'en 2023. L'UE l'a lancée en 2013 pour apporter un soutien aux jeunes vivant dans des régions où le chômage des jeunes était supérieur à 25 %. Pour la période 2021-2027, dans un souci de simplification, les institutions de l'UE ont intégré l'Initiative pour l'emploi des jeunes dans le Fonds social européen plus (FSE+), tout en préservant l'accent mis sur l'emploi des jeunes.



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et le Charte des droits fondamentaux de l'UE les deux explicitement interdire la discrimination fondée sur l'âge.

La Charte est juridiquement contraignante pour les institutions de l'UE ainsi que pour les États membres lorsqu'ils mettent en œuvre le droit européen au niveau national. La Charte peut être utilisée pour garantir la conformité du droit européen avec certains aspects des droits des jeunes.

L'UE dispose également d'une gamme de législation anti-discrimination sous la forme de Directives, qui sont pleinement applicables à la jeunesse et juridiquement contraignantes pour les États membres, à savoir...



Co-funded by
the European Union

2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



- Directive sur l'égalité en matière d'emploi(2000/78/CE), qui favorise l'égalité de traitement fondée sur la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle en matière d'emploi et de travail.
- Directive sur l'égalité raciale(2000/43/CE), qui interdit la discrimination fondée sur l'origine raciale ou ethnique dans le marché du travail, l'éducation, la protection sociale (y compris la sécurité sociale et les soins de santé), avantages sociaux, accès et fourniture de biens et services (y compris le logement), et adhésion et participation à une organisation des travailleurs ou des employeurs.
- Directives 2004/113/CE et 2006/54/CE, qui fournissent un cadre pour l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'accès et de fourniture de biens et de services et en matière d'emploi et de profession, respectivement.



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



UE Stratégie sur les droits de l'enfant (2021-24)

Il s'agit d'une initiative politique majeure de l'UE pour mieux protéger tous les enfants, pour les aider à faire valoir leurs droits et pour les placer au cœur de la société. Elle est au centre de l'élaboration des politiques de l'UE. Elle regroupe toutes les initiatives existantes et futures sur les droits des enfants dans le cadre d'un cadre politique cohérent.

Liens utiles :

Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant (2021-24) : Domaines thématiques



La participation des enfants

Tout le monde comprendra que les enfants ont un droit d'avoir son mot à dire et de le mettre en pratique



Inclus dans la société

Les enfants pourront bénéficier d'une bonne éducation et de soins de santé, et les familles auront suffisamment d'argent pour répondre aux besoins des enfants



À l'abri du danger

Les enfants seront protégés de la violence et les enfants blessés recevront l'aide dont ils ont besoin



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant (2021-24) : Domaines



Une justice adaptée aux enfants

La police, les avocats et les juges traiteront les enfants équitablement, les écouteront et répondront à leurs besoins.



Monde numérique

Tous les enfants pourront accéder au monde numérique et y rester en sécurité.



Aider les enfants du monde entier

Tous les enfants du monde jouiront de leurs droits, même en cas de guerre, de famine ou de maladie



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant (2021-24) : *Surveillance*

La Commission surveille la manière dont les États membres abordent la pauvreté infantile ou l'exclusion sociale dans le cadre du processus du semestre européen et, si nécessaire, proposer pays concernés recommandations spécifiques.



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



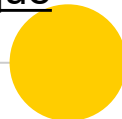
Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant (2021-24) : *Surveillance*

Qu'est-ce que le Semestre européen? - Un processus annuel aboutissant à la publication par la Commission européenne de « recommandations spécifiques par pays » aux États membres sur Comment améliorer les problèmes socio-économiques urgents ils sont confrontés. Les États membres sont tenus de faire rapport à la Commission sur la manière dont ils répondent aux recommandations, et il est censé donner des orientations sur la manière dont ils utilisent leur financement de l'UE.

Lien utile: [Le semestre européen expliqué](#)



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Garantie pour les enfants de l'UE

- Il complète la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant.
- Elle a été précédée par une étude de faisabilité concentrée sur 4 groupes spécifiques d'enfants socialement vulnérables: 1) les enfants placés en institution, 2) les enfants handicapés, 3) les enfants issus de l'immigration (y compris les enfants réfugiés) et 4) les enfants vivant dans une situation familiale précaire.
- Instrument juridique – un Recommandation du Conseil – offre des orientations sur la manière de mettre en œuvre la Garantie européenne pour l'enfance, tout en laissant aux États membres la possibilité de concevoir et de mettre en œuvre des mesures, en fonction de leurs pratiques nationales. UN adoptée 14 juin 2021.



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



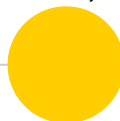
Garantie pour l'enfance de l'UE : *Où sont les jeunes aidants ?*

Dans le groupe vulnérable 4) Enfants vivant dans une situation familiale précaire

Précarité liée à la composition du ménage: les enfants vivant dans des ménages composés d'un seul adulte; les enfants « délaissés » par des citoyens mobiles de l'UE; les mères adolescentes; les enfants vivant dans des ménages composés de deux adultes et de trois enfants ou plus; les enfants qui s'occupent d'un ou de plusieurs membres du ménage malades ou handicapés (jeunes aidants); les enfants dont les parents sont emprisonnés; etc.



Co-funded by
the European Union





2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



European Child Guarantee

#EUChildGuarantee #EUChildRights











ADOPTED

Member States should guarantee

Free and effective access for children in need to:

 early childhood education and care	 education and school-based activities
 at least one healthy meal each school day	 healthcare
 healthy nutrition	 adequate housing

Effective access for children in need to:



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



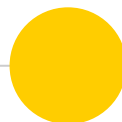
Garantie pour l'enfance de l'UE : *Mise en œuvre*

Coordonneurs de la Garantie nationale pour l'enfance

Nommer un Coordonnateur national de la garantie pour l'enfance, doté de ressources adéquates et d'un mandat permettant la coordination et le suivi efficaces de la mise en œuvre de la présente recommandation.



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



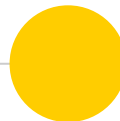
Garantie pour l'enfance de l'UE : *Mise en œuvre*

Identifier les enfants dans le besoin

En vue de cibler le plus efficacement possible les mesures sur les enfants dans le besoin et en tenant compte des spécificités nationales, régionales et locales organisationset les circonstances, impliquer les parties prenantes concernées dansidentifier les enfants dans le besoin et les obstacles auxquels ils sont confrontés pour accéder aux services couverts par la présente recommandation et les utiliser.



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Garantie pour l'enfance de l'UE : *Membre Etats*

Plans d'action nationaux

Dans les 6 mois suivant l'adoption de la présente recommandation, soumettre à la Commission un plan d'action couvrant la période allant jusqu'en 2030, tenant compte des circonstances nationales, régionales et locales. plan d'action devrait inclure en particulier:

- i. il catégories d'enfants ciblées doivent être atteints par des mesures intégrées correspondantes.
- ii. Qobjectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre en termes d'enfants dans le besoin par des mesures correspondantes, en tenant compte des disparités régionales et locales.



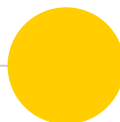
2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Garantie pour l'enfance de l'UE : *Membre États*

Plans d'action nationaux

- iii. Mmesuresprévu ou pris enmettre en œuvre la présente recommandation, y compris au niveau régional et local, et les mesures nécessairesressources financières et échéanciers.
- iv. Olàmesuresprévu ou pris pourlutter contre l'exclusion sociale des enfantsetbriser les cycles intergénérationnels de désavantage.
- v. UNCadre nationalpour la collecte de données, le suivi et l'évaluation de la présente recommandation.



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Garantie enfant : *Membre États*

Sensibilisation : Développer mesures de sensibilisation efficaces envers les enfants dans le besoin et leurs familles, au niveau régional et local et par l'intermédiaire des établissements d'enseignement, des médiateurs formés, des services d'aide aux familles, de la société civile et de l'économie sociale organisations.

Implication des parties prenantes : Assurez-vous que participation des régions, des collectivités locales et autres autorités compétentes, enfants et parties prenantes concernées représentant la société civile, les organisations non gouvernementales organisations, établissements d'enseignement, etc., tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du plan d'action.

2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes

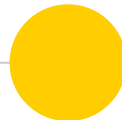


Garantie enfant : *Membre États*

Rapport à la Commission : Rapport tous les 2 ans à la Commission sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la présente recommandation, conformément au plan d'action national.



Co-funded by
the European Union



2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Garantie pour l'enfance de l'UE : *européen Commission*

- Suivre les progrès dans la mise en œuvre de la recommandation, y compris ses résultats et son impact sur les enfants dans le besoin, dans le contexte du semestre européen, et proposer, le cas échéant, recommandations spécifiques à chaque pays aux États membres.
- Travailler conjointement avec les États membres, les coordonnateurs nationaux de la garantie pour l'enfance et le Comité de la protection sociale faciliter l'apprentissage mutuel, partager les expériences, échanger les bonnes pratiques et assurer le suivi des mesures prises en réponse à la présente recommandation, comme indiqué dans les plans d'action nationaux concernés.



Co-funded by
the European Union

2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Garantie européenne pour la jeunesse

La Garantie pour la Jeunesse a été instaurée en 2013 par une recommandation du Conseil.

Les États membres s'engagent à veiller à ce que les jeunes de moins de 25 ans reçoivent une offre d'emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage dans les 4 mois suivant leur perte d'emploi ou leur sortie de l'enseignement formel.



Co-funded by
the European Union

2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Garantie pour la jeunesse de l'UE : *Renforcé*

Garantie pour la jeunesse renforcée – par une recommandation du Conseil d'octobre 2020

Les États membres veillent à ce que tous les jeunes de moins de 30 ans se voient proposer une offre d'emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage dans un délai de quatre mois après avoir perdu leur emploi ou quitté leurs études.

Reconnaît que les jeunes femmes sont plus susceptibles que les jeunes hommes de devenir inactives en raison de leurs responsabilités familiales, comme s'occuper d'enfants ou d'adultes à charge, ou d'autres responsabilités personnelles ou familiales.

Où s'inscrire à la Garantie Jeunes ? Points de contact pour l'inscription

Lien utile: Plans de mise en œuvre de la Garantie nationale pour la jeunesse



Co-funded by
the European Union

2. Cadre juridique et politique de l'UE sur les droits des jeunes



Egalité corps

En vertu du droit de l'UE, les États membres sont tenus de mettre en place Organismes de promotion de l'égalité qui surveillent et signalent les problèmes de discrimination, aident les victimes de discrimination et promeuvent l'égalité.

Le Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne existe depuis 2007 et a pour mandat de collecter et analyser données sur les droits fondamentaux. L'Agence n'apporte pas de soutien direct aux particuliers. Elle développe toutefois un outil interactif qui orientera les citoyens de l'UE vers les organismes nationaux compétents s'ils estiment que leurs droits fondamentaux ont été violés.



Co-funded by
the European Union

3. Politiques nationales pour la jeunesse



Institutions nationales des droits de l'homme

En plus des organismes de promotion de l'égalité qui existent dans tous les pays de l'UE et dans certains pays tiers, les États membres de l'ONU sont encouragés à avoir Institutions nationales des droits de l'homme (INDH). Les INDH sont des organismes mandatés par l'État, indépendants du gouvernement, chargés de protéger et de promouvoir les droits de l'homme au niveau national. Les INDH remplissent diverses fonctions, notamment le suivi de la situation des droits de l'homme sur le terrain et l'établissement de rapports aux organismes internationaux de surveillance. En outre, les INDH apportent un soutien aux individus et garantissent la conformité des lois nationales avec les normes internationales des droits de l'homme.



Co-funded by
the European Union



3. Politiques nationales pour la jeunesse



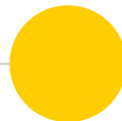
Institutions nationales des droits de l'homme

Les INDH constituent un lien utile entre la société civile, les organisations et l'État, ainsi que entre la scène nationale et internationale.

Une liste des INDH par pays est disponible ici: <https://ennhri.org/>



Co-funded by
the European Union



3. Politiques nationales pour la jeunesse



Grèce

Protections constitutionnelles: La Constitution grecque garantit les droits et libertés fondamentaux de tous les citoyens, y compris des jeunes. L'article 21 de la Constitution souligne l'obligation de l'État de protéger les droits des enfants et des jeunes, en garantissant leur développement physique, mental et moral.

Législation: La Grèce a adopté des lois et des réglementations qui traitent de certains aspects spécifiques des droits des jeunes, notamment l'éducation, l'emploi, les soins de santé, la protection sociale et la participation aux processus décisionnels. Ces lois visent à garantir l'égalité des chances et la protection des jeunes.

Stratégie nationale pour la jeunesse: La Grèce a élaboré une stratégie nationale pour la jeunesse afin d'orienter les politiques et les actions liées aux questions de jeunesse. La stratégie se concentre sur des domaines tels que l'éducation, l'emploi, l'entrepreneuriat, la santé, l'inclusion sociale et la participation des jeunes. Elle vise à répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes et à promouvoir leur engagement actif dans la société.

Co-funded by
the European Union

NEXUS

3. Politiques nationales pour la jeunesse



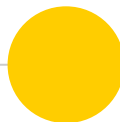
Grèce

Participation des jeunes : Grèce reconnaît l'importance de la participation des jeunes aux processus de prise de décision à tous les niveaux. Le gouvernement, avec les jeunes organisations et la société civile, promeut des mécanismes permettant aux jeunes d'exprimer leurs opinions, de contribuer à l'élaboration des politiques et de participer aux processus démocratiques.

Jeunesse Organisations : La Grèce a une société civile dynamique avec de nombreux jeunes organisations et des associations travaillant sur diverses problématiques touchant les jeunes. Les organisations jouent un rôle essentiel dans la défense des droits des jeunes, en fournissant un soutien et des services, et en permettant aux jeunes de devenir des citoyens actifs et des leaders dans leurs communautés.



Co-funded by
the European Union



3. Politiques nationales pour la jeunesse



Irlande

Protections constitutionnelles: La Constitution irlandaise garantit les droits et libertés fondamentaux de tous les citoyens, y compris des jeunes. Bien qu'aucune disposition spécifique ne traite des droits des jeunes, plusieurs dispositions constitutionnelles garantissent les droits et libertés individuels, qui s'appliquent également aux jeunes.

Législation: L'Irlande a adopté des lois et des réglementations qui traitent directement ou indirectement des droits des jeunes. Ces lois couvrent des domaines tels que l'éducation, l'emploi, les soins de santé, la protection sociale et la participation aux processus décisionnels. On peut citer comme exemples la loi sur l'éducation, la loi sur l'égalité en matière d'emploi et la loi sur l'enfance.

Stratégie nationale pour la jeunesse: En 2023, l'Irlande a lancé « Young Ireland : le cadre politique national pour les enfants et les jeunes », définissant l'orientation politique et les priorités clés de l'action intergouvernementale en faveur des enfants et des jeunes jusqu'à la fin de 2028.

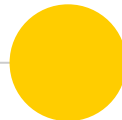
3. Politiques nationales pour la jeunesse



Italie

Protections institutionnelles: La Constitution italienne garantit les droits et libertés fondamentaux de tous les citoyens, y compris des jeunes. Article 3 de la Constitution souligne l'égalité devant la loi et interdit toute discrimination fondée sur divers facteurs, notamment l'âge. En outre, l'article 34 reconnaît le droit à l'éducation et donne mandat à l'État de garantir l'accès à l'éducation à tous les citoyens.

Législation: L'Italie a adopté des lois et des réglementations qui traitent directement des droits et des problèmes des jeunes. Ces lois couvrent divers domaines tels que l'éducation, l'emploi, les soins de santé, la protection sociale et la participation aux processus décisionnels. Citons par exemple le programme de Garantie pour la jeunesse, qui vise à réduire le chômage des jeunes, et les lois favorisant l'accès des jeunes à l'éducation et à la formation.



3. Politiques nationales pour la jeunesse

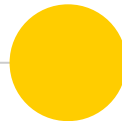


Italie

Stratégie nationale pour la jeunesse: L'Italie a élaboré des politiques nationales de jeunesse pour répondre aux besoins et aux défis spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes. Ces politiques définissent des objectifs et des mesures dans des domaines tels que l'éducation, l'emploi, la santé, l'inclusion sociale et la participation civique. Elles visent à soutenir le développement et l'autonomisation des jeunes et à promouvoir leur engagement actif dans la société.



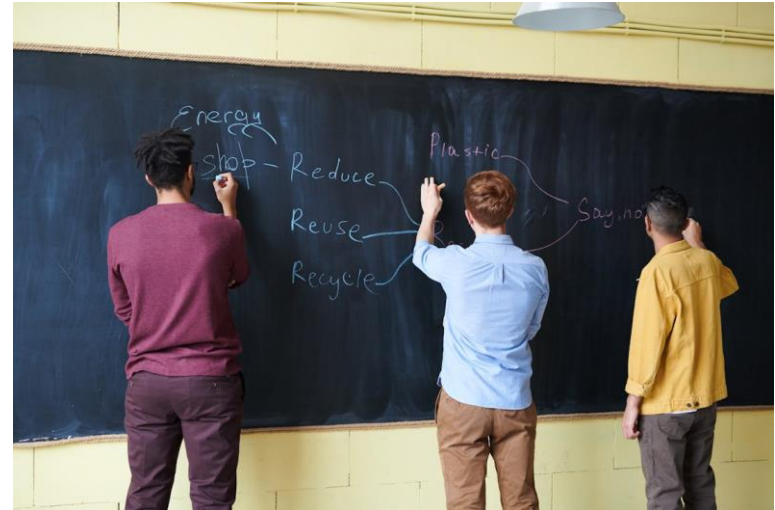
Co-funded by
the European Union



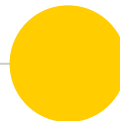
3. Politiques nationales pour la jeunesse



En tant que membres de l'Union européenne, tous les États membres de l'UE participent aux politiques et initiatives de l'UE en faveur de la jeunesse visant à promouvoir la mobilité, l'éducation, l'emploi et l'inclusion sociale des jeunes.



Co-funded by
the European Union



Matériels produit pendant le projet inclure:



Co-funded by
the European Union

EMBLÈME

Organisations peut télécharger le officiel
emblèmes et Avertissement (traduit dans différent
langues) ici: https://www.eacea.ec.europa.eu/about-eacea/visual-identity/visual-identity-programming-period-2021-2027/european-flag-emblem-and-multilingual-disclaimer_en

**Matériels devrait inclure le traduit
versions selon la langue utilisé**

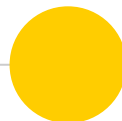
CLAUSE DE

NON-RESPONSABILITÉ

Financé par l'Union Européenne. Veuillez noter que les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union Européenne ou de l'Agence exécutive pour l'éducation, la culture et la santé (EACEA). Ni l'un ni l'autre de l'Union Européenne ni l'EACEA ne peut être tenu responsable pour eux.



Co-funded by
the European Union





Remerc

TOI



Financé par l'Union européenne. Les vues et avis exprimés sont cependant ceux de l'auteur(m) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive pour l'éducation, la culture et la santé (EACEA). Ni l'un ni l'autre de l'Union européenne ni l'EACEA ne peut être tenu responsable pour eux.



Co-funded by
the European Union

Grant Agreement No. 101017774-2022-2-1-E01-KA220-YOU-883F8363



Co-funded by
the European Union



MODULE 4 : Politique

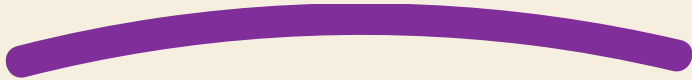
YOU-883F8363

Financé par l'Union européenne. Les vues et avis exprimés sont ceux de l'auteur(m) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou l'Agence exécutive pour l'éducation, la culture et la santé (EACEA). Ni l'un ni l'autre de l'Union européenne ni l'EACEA ne peut être tenu responsable pour eux.





LEÇON4: Les acteurs de la politique européenne de la jeunesse



Cette leçon aborde les sujets suivants :

1. Acteurs de l'UE
2. Commission européenne
3. Parlement européen
4. Conseil européen
5. Conseil de l'Union européenne



1. Acteurs de l'UE



Les systèmes de soutien mis en place pour aider les jeunes varient considérablement à travers l'UE **MS** mais il est un fait que les politiques publiques ayant un impact sur les jeunes enfants recoupent plusieurs domaines politiques différents, tels que les soins de santé, l'aide sociale, le soutien économique, l'éducation, la protection de l'enfance, l'environnement numérique, etc.

Donc, différents acteurs jouent un rôle dans la politique européenne de la jeunesse, en fonction de leurs compétences et de leur expertise dans divers domaines politiques. Explorons les compétences des différents acteurs de l'UE dans différents domaines politiques.

1. Acteurs de l'UE



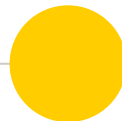
La structure institutionnelle de l'Union européenne est unique et son système de prise de décision est en constante évolution.

7 institutions européennes, 7 organes de l'UE et plus de 30 décentralisées sont répartis dans toute l'UE. Ils travaillent ensemble pour défendre les intérêts communs de l'UE et des citoyens européens.

En termes de administration, il y en a d'autres 20 agences de l'UE et organisations qui exercent des fonctions juridiques spécifiques et 4 services interinstitutionnels qui soutiennent les institutions.



Co-funded by
the European Union

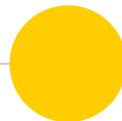


1. Acteurs de l'UE



Il y a 4 principales institutions décisionnelles qui dirigent l'administration de l'UE. Ces institutions fournissent collectivement à l'UE orientation politique et jouent des rôles différents dans le processus législatif:

- le Parlement européen (Bruxelles/Strasbourg/Luxembourg)
- le Conseil européen (Bruxelles)
- le Conseil de l'Union européenne (Bruxelles/Luxembourg)
- le Commission européenne (Bruxelles/Luxembourg/Représentations dans l'UE)



1. Acteurs de l'UE

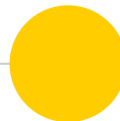


Leur travail est complété par d'autres institutions et organismes, parmi lesquels :

- le Cour de justice de l'Union européenne (Luxembourg)
- le Banque centrale européenne (Francfort)
- le Cour des comptes européenne (Luxembourg)



Co-funded by
the European Union



1. Acteurs de l'UE

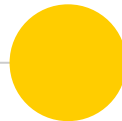


Le pouvoir, responsabilité et procédures Si les institutions de l'UE sont définies dans le traité fondateur de l'UE: le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (1957) et le traité sur l'Union européenne (1992). Plus récemment, le Traité de Lisbonne (2007) a introduit certaines modifications et ajouts à leurs compétences.

Les quatre principales institutions de l'UE, avec leurs fonctions distinctes, travaillent en étroite collaboration pour définir les L'agenda de l'UE et initier et coordonner l'élaboration de la législation européenne.



Co-funded by
the European Union



2 Commission européenne



Rôle: Favorise l'intérêt général de l'UE en proposant et en appliquant la législation ainsi qu'en mettant en œuvre les politiques et le budget de l'UE

Membres: Une équipe ou « Collège » des commissaires, 1 de chaque pays de l'UE

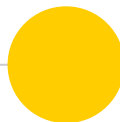
Président: Ursula von der Leyen (prochaines élections 6-9 juin 2024)

Année de création: 1958

Emplacement: Bruxelles (Belgique)



Co-funded by
the European Union



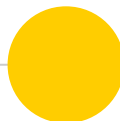
2Commission européenne: Quoifaitilfaire?



Propose de nouvelles lois

La Commission est la seule institution de l'UE qui soumet des lois à l'adoption du Parlement et du Conseilque:

- protéger les intérêts de l'UE et de ses citoyenssur les questions qui ne peuvent être traitées efficacement au niveau national
- obtenir les détails techniques correctsen consultant des experts et le public

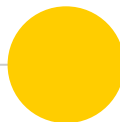


2 Commission européenne: Quoifaitilfaire?



Gère les politiques de l'UE et alloue les fonds de l'UE

- définit les priorités de dépenses de l'UE, en collaboration avec le Conseil et le Parlement
- dresse budgets annuels pour approbation par le Parlement et le Conseil
- supervise la façon dont l'argent est dépensé, sous le contrôle de la Cour des comptes



2 Commission européenne: Quoifaitilfaire?



Applique le droit de l'UE

- conjointement avec la Cour de justice, veille à ce que le droit de l'UE soit correctement appliqué dans tous les pays membres

Représente l'UE au niveau international

- parle au nom de tous les pays de l'UE dans les organismes internationaux, notamment dans les domaines de la politique commerciale et de l'aide humanitaire
- négocie des accords internationaux pour l'UE



Co-funded by
the European Union

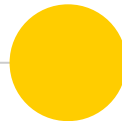


2 Commission européenne: Composition



Leadership politique est assuré par une équipe de 27 commissaires (un de chaque pays de l'UE) – dirigé par le Président de la Commission, qui décide qui est responsable de quel domaine politique.

La gestion quotidienne des affaires de la Commission est assurée par son personnel (avocats, économistes, etc.), organisés dans des départements connus sous le nom de Directions générales (DG), chacune responsable d'un domaine politique spécifique.



2 Commission européenne: Comment ça marche le travail?

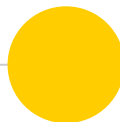


Planification stratégique

Le Président définit l'orientation politique de la Commission, qui permet aux commissaires de se réunir pour décider des objectifs stratégiques, et produire le travail annuel programme.



Co-funded by
the European Union



2 Commission européenne: Comment ça marche le travail?



Prise de décision collective

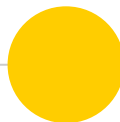
Les décisions sont prises sur la base de responsabilité collective.

Tous Commissaires sont égaux dans le processus de prise de décision et également responsables de ces décisions. ne disposent d'aucun pouvoir de décision individuel, sauf lorsque l'autorisation est accordée dans certaines situations.

En général, les décisions sont prises par consensus, mais les votes peuvent également avoir lieu. Dans ce cas, les décisions sont prises par majorité simple, où chaque commissaire dispose d'une voix.



Co-funded by
the European Union



2 Commission européenne: Comment ça marche le travail?

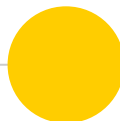


Le pertinent Direction générale (dirigé par un directeur général, responsable devant le commissaire compétent) aborde ensuite le sujet. Cela se fait généralement sous la forme projets de propositions législatives.

Ce sont puis soumis à nouveau aux commissaires pour adoption lors de leur réunion hebdomadaire, après quoi ils deviennent officiels, et sont envoyés au Conseil et au Parlement pour la prochaine étape du processus législatif de l'UE.



Co-funded by
the European Union



2 Commission européenne: Comment ça marche le travail?



SAVIEZ-VOUS?

Le travail quotidien de la Commission est effectué par son personnel administratif, experts, traducteurs, interprètes et assistants. Les fonctionnaires de la Commission – comme le personnel des autres institutions de l'UE – sont recrutés par l'intermédiaire de l'Office européen de sélection du personnel (epso.europa.eu).

Ces les fonctionnaires sont des citoyens des pays de l'UE, sélectionnés par concours de recrutement. Environ 32 000 personnes travaillent pour la Commission. Cela peut paraître beaucoup, mais c'est en fait moins que le nombre de personnes employées par la plupart des grandes municipalités de l'UE.

Si cela ressemble à une carrière qui pourrait vous intéresser, vous pouvez postuler pour un Stage UE avec l'une des institutions de l'UE.



Co-funded by
the European Union



2. La Commission européenne et vous

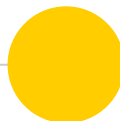


Si vous voulez donner votre avis sur les politiques de l'UE ou suggérer des changements ou de nouvelles politiques, vous avez plusieurs options :

- envoyer un réponse à une commission consultation publique sur un problème qui vous concerne
- lancer un Initiative citoyenne européenne
- faire un plainte formelle Si vous pensez que le droit de l'UE n'est pas appliqué correctement dans votre cas



Co-funded by
the European Union



3Parlement européen



Rôle: Organisme européen directement élu, doté de responsabilités législatives, de surveillance et budgétaires

Membres: 705 députés européens

Président: Roberta Metsola

Fondée en: 1952 en tant qu'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 1962 en tant que Parlement européen, premières élections directes en 1979

Emplacement: Strasbourg (France), Bruxelles (Belgique), Luxembourg

Élections: Le Parlement européen est le L'organe législatif de l'UE. C'est directement élu par les électeurs de l'UE tous les 5 ans. Poste élections-6-9 juin 2024

3 Parlement européen: Qu'est-ce que il faire?



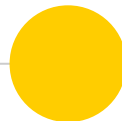
Le Parlement a 3 rôles principaux:

Législatif

- Adopter des lois européennes, en collaboration avec le Conseil de l'UE, sur la base des propositions de la Commission européenne
- Décision sur les accords internationaux
- Décider de agrandissements
- Examen des travaux de la Commission programme et lui demander de proposer législation



Co-funded by
the European Union



3Parlement européen: Qu'est-ce queilfaire?



Supervision

- Contrôle démocratique de toutes les institutions de l'UE
- Élection du président de la Commission et approuvant la Commission en tant qu'organe. Possibilité de voter une motion de censure, obligeant la Commission à démissionner
- Octroi de décharge, c'est-à-dire approuver la manière dont les budgets de l'UE ont été dépensés
- Examen des pétitions des citoyens et mise en place d'enquêtes
- Discussion sur la politique monétaire avec la Banque centrale européenne
- Commission d'interrogatoire et Conseil



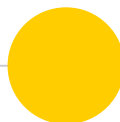
Co-funded by
the European Union

3Parlement européen: Qu'est-ce queilfaire?



Budgétaire

- Établissement du budget de l'UE, en collaboration avec le Conseil
- Approbation du budget à long terme de l'UE, le « Cadre financier pluriannuel »
» **Observations électorales**



3Parlement européen:Composition



Le nombre de députés européens pour chaque pays est à peu près proportionnelle à sa population, mais c'est par proportionnalité dégressive: aucun pays ne peut avoir moins de 6 ni plus de 96 députés européens et le nombre total ne peut excéder 705 (704 plus le Président).

Les députés européens sont regroupés par affiliation politique, pas par nationalité.

Le Président représente le Parlement aux autres institutions de l'UE et le monde extérieur et donne le feu vert final au budget de l'UE.



Co-funded by
the European Union



3Parlement européen:Comment ça marcheiltravail?



Travaux du Parlement comprend deux étapes principales:

- **Comités – à préparer la législation**

Les chiffres du Parlement 20 comités et trois sous-commissions, chacune chargée d'un domaine politique particulier. Les commissions examinent les propositions de loi, et les députés et les groupes politiques peuvent proposer des amendements ou de rejeter un projet de loi. Ces questions sont également débattues au sein des groupes politiques

- **Séances plénières – à adopter une loi**

C'est à ce moment-là que tous les Les députés européens se réunissent dans l'hémicycle pour donner un vote final sur les projets de loi et les amendements proposés. Il se tient normalement à Strasbourg pendant quatre jours par mois, mais il y a parfois des sessions supplémentaires à Bruxelles

3Le Parlement et vous



Si vous souhaitez demander au Parlement d'agir sur une question donnée, vous pouvez pétitionil (soit par courrier postal, soit en ligne).

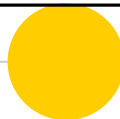
Les pétitions peuvent couvrir n'importe quel sujet qui relève de la compétence de l'UE.

Pour soumettre une pétition, vous devez être citoyen d'un État membre de l'UE ou résider dans l'UE. Entreprises ou autres organisations doit être basé ici.

D'autres moyens de contacter le Parlement incluent contacter votre député européen local ou le Bureau d'information du Parlement européen dans votre pays



Co-funded by
the European Union



3Le Parlement et vous

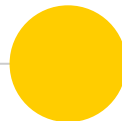


SAVIEZ-VOUS?

Jeunes – entre 15 et 30 ans – sont les plus pro-européens de toutes les générations. En 2019, plus de 70 % d'entre eux déclaraient avoir une vision positive de l'UE



Co-funded by
the European Union



4 Conseil européen



Rôle: Définit le orientation et priorités politiques générales de l'Union européenne

Membres: Chefs d'État ou de gouvernement des pays de l'UE, président du Conseil européen, président de la Commission européenne

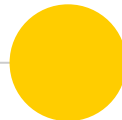
Président: Charles Michel

Fondée en: 1974 (forum informel), 1992 (statut officiel), 2009 (institution officielle de l'UE)

Emplacement: Bruxelles (Belgique)



Co-funded by
the European Union



4 Conseil européen: Qu'est-ce qu'il fait?



- Décide sur l'orientation générale et les priorités politiques de l'UE – mais ne fait pas de lois
- Des oreilles avec des problématiques complexes ou sensibles qui ne peuvent être résolus à des niveaux inférieurs de coopération intergouvernementale
- Set la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, en tenant compte des intérêts stratégiques de l'UE et des implications
- Nome et nomme des candidats à certains postes importants au niveau de l'UE, comme la BCE et la Commission

Sur chaque question, le Conseil européen peut:

- demander à la Commission européenne de faire une proposition pour y remédier
- transmettre au Conseil de l'UE à traiter avec



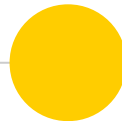
Co-funded by
the European Union



4 Conseil européen: Composition



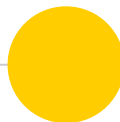
- Le Conseil européen est composé de chefs d'État ou de gouvernement de tous les pays de l'UE, le Président du Conseil européen, et le Président de la Commission européenne
- C'est convoquée et présidée par son Président, élu par le Conseil européen lui-même pour un mandat de deux ans et demi renouvelable une fois. Le président représente notamment l'UE auprès du monde extérieur



4 Conseil européen: Comment ça marche le travail?



- En général, c'est se réunit 4 fois par an– mais le Président peut convoquer des réunions supplémentaires pour traiter de questions urgentes
- En général, décide des problèmes par consensus– mais à l'unanimité ou à la majorité qualifiée dans certains cas. Seuls les chefs d'État ou de gouvernement peuvent voter

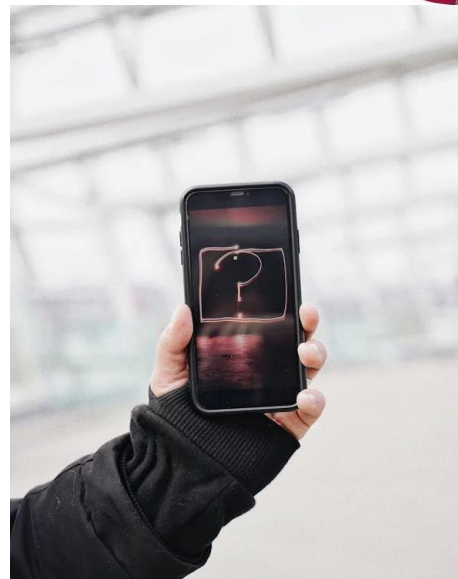


4Le Conseil européen et vous

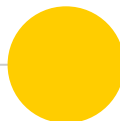


Vous pouvez mettre des questions
générales sur les travaux du Conseil
européen à son Service d'information au
public :

<https://www.consilium.europa.eu/fr/contact/general-enquiries/>



Co-funded by
the European Union



5 Conseil de l'Union européenne



Rôle: Voix de Les gouvernements des États membres de l'UE, adopter les lois de l'UE et coordonner les politiques de l'UE

Membres: Ministres du gouvernement de chaque pays de l'UE, selon le domaine politique à discuter

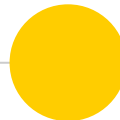
Président: Chaque pays de l'UE occupe la présidence à un moment donné. Base tournante de 6 mois

Fondée en: 1958 (en tant que Conseil de la Communauté économique européenne)

Emplacement: Bruxelles (Belgique)



Co-funded by
the European Union



5 Conseil de l'Union européenne

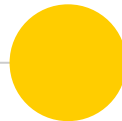


À ne pas confondre avec :

- Conseil européen –sommets trimestriels, où les dirigeants de l'UE se réunissent pour définir l'orientation générale de l'élaboration des politiques de l'UE
- Conseil de l'Europe –pas du tout un organisme de l'UE



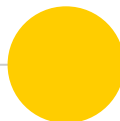
Co-funded by
the European Union



5 Conseil de l'Union européenne: Qu'est-ce qu'il fait?



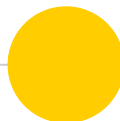
- Négocie et adopte les lois de l'UE, en collaboration avec le Parlement européen, sur la base des propositions de la Commission européenne
- Coordonne les Politiques des pays de l'UE
- Développe l'UE politique étrangère et de sécurité, sur la base des lignes directrices du Conseil européen
- Comprend accords entre l'UE et d'autres pays ou organisations internationales
- Adopte le budget annuel de l'UE – conjointement avec le Parlement européen



5 Conseil de l'Union européenne: Composition



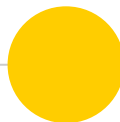
- Il n'y a pas de membres fixes au Conseil de l'UE. Au lieu de cela, le Conseil se réunit en 10 configurations différentes, chacun correspondant au domaine politique en cours de discussion. Selon la configuration, chaque pays envoie son ministre responsable de ce domaine politique
- Par exemple, lorsque se tient la réunion du Conseil sur les affaires économiques et financières (le « Conseil Ecofin »), elle réunit le ministre des Finances de chaque pays.



5 Conseil de l'Union européenne: Comment ça marche il travail?



- Les ministres de l'UE se réunissent en public lorsqu'ils discutent ou votent sur les projets d'actes législatifs
- À passer, les décisions nécessitent généralement une majorité qualifiée:
 - 55% des pays (avec 27 membres actuels, cela signifie 15 pays)
 - représentant au moins 65 % de la population totale de l'UE
- Tu peux regarder en direct les séances publiques du Conseil dans toutes les langues de l'UE. Lorsqu'une réunion du Conseil est publique, ses minutes et votes



5 Conseil de l'Union européenne: Comment ça marche le travail?



SAVIEZ-VOUS?

Le Conseil vote à l'unanimité sur:

- Questions les plus courantes en matière de politique étrangère et de sécurité
- citoyenneté (octroi de nouveaux droits aux citoyens de l'UE)
- Adhésion à l'UE
- harmonisation de la législation nationale sur la fiscalité indirecte
- Finances de l'UE
- certaines questions de justice et d'affaires intérieures (par exemple, droit de la famille, coopération policière)
- harmonisation de la législation nationale sur la sécurité sociale et la protection sociale

En cas de vote à l'unanimité, l'abstention n'empêche pas la prise d'une décision.



Co-
Decided by
the European Union



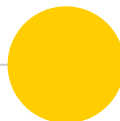
5. Le Conseil et vous



Vous pouvez poser des questions générales à
la Service d'information publique du Conseil



Co-funded by
the European Union



SAVIEZ-VOUS?



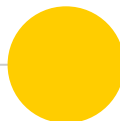
SAVIEZ-VOUS?

Vous pouvez visiter les institutions européennes!

Faites un tour autour de la Parlement européen, le Conseil, le Conseil européen et le Commission européenne en personne ou en ligne.



Co-funded by
the European Union



Matériels produit pendant le projet inclure:



Co-funded by
the European Union

EMBLÈME

Organisations peut télécharger le officiel
emblèmes et Avertissement (traduit dans différent
langues) ici: https://www.eacea.ec.europa.eu/about-eacea/visual-identity/visual-identity-programming-period-2021-2027/european-flag-emblem-and-multilingual-disclaimer_en

**Matériels devrait inclure le traduit
versions selon la langue utilisé**

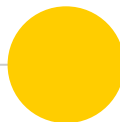
CLAUSE DE

NON-RESPONSABILITÉ

Financé par l'Union Européenne. Veuillez noter que les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union Européenne ou de l'Agence exécutive pour l'éducation, la culture et la santé (EACEA). Ni l'un ni l'autre de l'Union Européenne ni l'EACEA ne peut être tenu responsable pour eux.



Co-funded by
the European Union





Remerc

TOI



Financé par l'Union européenne. Les vues et avis exprimés sont cependant ceux de l'auteur(m) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive pour l'éducation, la culture et la santé (EACEA). Ni l'un ni l'autre de l'Union européenne ni l'EACEA ne peut être tenu responsable pour eux.



Co-funded by
the European Union

Grant Agreement No. 101017761-2022-2-1-E01-KA220-YOU-883F8363